

Fédération des Résidences Universitaires

de France

BUREAU NATIONAL D9 R.U.A. 92 - ANTONY Tel : 350-61-87

5. 37

SOMMAIRE:

- Rapport "lutttes" du C.N.
de Toulouse
- Rapport "organisation"
- Problèmes d'organisation
nationale (Nancy)
- Le rôle d'une direction nationale
- Communiqué commun
FEN-CGT, UNEF, FRIIF.
- Texte introductif à la commission
"congres" du C.N de janvier

B
U
I
I
E
H
H
N
I
N
E
R
R
I
E
U
R

RAPPORT - BILAN et PERSPECTIVES DE LUTTE

COLLECTIF NATIONAL DU 17-18 NOVEMBRE - TOULOUSE

I - De l'analyse du rapport de force dans le pays, nous tirions certaines lignes forces au dernier collectif national.

Par rapport au pouvoir :

- 1°) son isolement croissant dans le pays.
- 2) son corollaire : la volonté de ce pouvoir d'appliquer sa politique, de se battre, en utilisant la répression, la démagogie et en se soumettant l'ensemble des moyens d'information dans le pays.
- 3°) son incapacité fondamentale de par sa nature à résoudre les problèmes posés au pays.

Par rapport aux étudiants :

et aux forces démocratiques en général.

- 1) l'entrée en lutte massive de nouvelles couches
- 2) la "politisation" des revendications.
- 3) la volonté de lutte réelle chez les étudiants face à l'ensemble des attaques qui remettent en cause leur droit aux études.

De l'analyse de ce rapport de force nous tirions la conclusion que le rôle du syndicat devait être à l'étape actuelle :

- 1°) être présent partout où se pose un problème et démarrer immédiatement sur des préoccupations des résidents.
- 2°) négocier au maximum à tous les niveaux
- 3°) renforcer l'organisation et l'implanter, seul moyen de donner réellement aux résidents syndiqués ou non une arme efficace.

II - Il s'agit aujourd'hui avant de discuter de perspectives de voir comment la situation va confirmer cette analyse et comment l'organisation l'a faite passer dans les faits.

1°) quant à l'isolement du pouvoir, les luttes qui se sont déroulées depuis un mois ne peuvent que le confirmer.

Il ne se passe pas une semaine en France sans qu'aient lieu grèves ou manifestations qui rassemblent toujours plus de nouvelles couches.

Après les fonctionnaires, la S.N.C.F., les hospitaliers, Larrousse, c'est la manif de 50000 personnes sur le logement, c'est la grève des détaillants de fruits et légumes et des commerçants, enfin c'est la grande campagne contre la vie chère que lancent à l'initiative de la C.G.T. les syndicats et Partis Politiques de gauche.

Chez les étudiants isolés, le pouvoir l'est aussi. Aussi par le caractère de plus en plus massif des luttes et la prise de conscience de plus en plus nette chez les étudiants, des vrais responsabilités.

Sur son autoritarisme, nombreuses en sont les nouvelles manifestations; outre le limogeage d'Artur Conte, c'est l'intervention des C.R.S. à Aix Marseille, c'est Messmer qui oppose aux reçus-collés et à leurs parents une fin de non-recevoir. La répression qui s'accroît dans les lycées, les G.E. et les cités).

Enfin on ne peut faire un bilan de ce mois de rentrée sans parler du vote du budget à l'Education Nationale le 14^{ème} budget = 18,47 % du budget national: "c'est un budget de réconduction," (dit le rapporteur UDR) qui aggrave les difficultés de l'Education Nationale. Enfin quant à la démagogie du pouvoir, son prétendu réformisme, il faut noter la tenue cette semaine du fameux colloque.

Les étudiants : depuis un mois des luttes importantes se sont menées, en médecine, en EPS, aux Beaux-Arts.

Dans les cités aussi, des luttes importantes se sont déroulées, après les premières luttes victorieuses analysées au 1^{er} collectif national (Tlse-Orsay-Strasbourg) elles ont démarré à Tours-Orléans sur les loyers, à Toulouse sur les R.U., à Paris cité par cité, tout à tour sur les admissions, les expulsions, etc, à Dijon sur les étudiants étrangers).

Les 2 luttes les plus exemplaires sans vouloir négliger les autres Tours-Orléans et Toulouse méritent qu'on s'y arrête.

A Tours, Orléans comme à Toulouse les résidents se sont mobilisés rapidement et en masse face à une nouvelle attaque portée à leurs conditions de vie. Hausse de loyers, suppression d'un plat, la riposte se caractérise par un nombre inégalé de résidents dans la lutte (400 loyers collectés à Tours, 600 à Orléans, 2000 étudiants dans la rue à Toulouse), mais aussi par le fait que l'orientation, les propositions, les solutions de la FRUF, sont celles qu'adoptent les résidents et sur lesquelles ils se battent; c'est donc un pas considérable de fait dans la prise de conscience des résidents qui nous donne la mesure des possibilités actuelles.

A Toulouse; fermeture des R.U., mesures autoritaires, qui tendent soit à briser le mtv, soit à le dévoyer; si nous intervenons rapidement et d'une façon juste avec une popularisation de la lutte dans l'opinion publique, nous pouvons gagner.

Ces 2 exemples confirment ce que nous disions, nous pouvons gagner sur des revendications importantes; les étudiants veulent se battre, à nous de leur offrir des perspectives immédiates et les moyens de se battre.

Aussi un certain nombre de remarques s'imposent : d'abord on doit se féliciter de ce démarrage rapide cette année, mais il y a encore trop de villes où on s'en est tenu aux problèmes d'organisation; on retombe dans le cercle vicieux de l'an dernier (pas de lutte, pas d'organisation, pas d'organisation = pas de luttes). Résultat: les quelques militants sans perspectives immédiates ne font pas de travail de masse, ensuite s'ils en

font un minimum, ils syndiquent dans l'abstrait. Dans d'autres villes, on manque d'audace ou on retombe dans la routine; ce manque de caractère offensif fait qu'on risque de se retrouver en deça des exigences des résidents.

C'est vrai qu'on peut syndiquer dans l'abstrait (organisation permanente etc) c'est vrai que les résidents adhèrent, mais ce qui est surtout vrai, c'est qu'en cette rentrée, plus que jamais on doit syndiquer pour donner immédiatement au résident le moyen de se battre, de prendre en main la vie collective de la cité (culturel - services etc...) et pour ça on doit avoir des propositions à lui faire, quant aux luttes, quant au culturel et ce, sans attendre que toute l'organisation soit rentrée.

Orléans est là pour prouver que une lette qui démarre, non seulement permet de recruter mais aussi fait que les anciens militants s'y remettent. Enfin démarrer immédiatement, c'est jouer réellement notre rôle face à la multitude des problèmes qui se posent, c'est mettre fin à l'attentisme dans l'organisation, et c'est le seul moyen de développer l'A.R. au plan national, de mettre un frein à la politique du pouvoir, et de hâter la mise en application du PCG, seule solution globale aux problèmes des résidents.

Au niveau du bilan on doit aussi noter un démarrage plus rapide quant à l'organisation, la renaissance timide d'associations à peu près inexistantes l'an dernier (Orléans - aix Rabot - Dijon).

Mais les quelques éléments sur l'organisation ne doivent pas nous masquer les carences, trop peu de journaux de rentrée, trop peu de journées d'accueil, trop peu de porte à porte systématique, le tout étant lié à l'attentisme dans l'organisation. Sur l'adhésion, les objectifs fixés pour le 1er novembre (4500) ne sont pas atteints pour le 15 Novembre, c'est grave, c'est un frein objectif au développement des luttes.

Là-dessus il faut s'arrêter un moment : ex : Tours
400 loyers, 800 pétitions, 40 syndiqués, qu'est-ce-que ça veut dire : qu'on n'a même pas proposé l'adhésion, sous prétexte de ne pas "récupérer". C'est une erreur de fond, c'est n'avoir pas compris le rôle du syndicat aujourd'hui.

L'objectif, élargir le mouvement pour isoler le pouvoir. Le rôle du syndicat : pour élargir, donner aux résidents les moyens de se battre, de s'organiser, de réfléchir collectivement. Quels moyens vat-on leur donner si on n'en a pas. (moyens financier - structures - réflexion etc). Quel mouvement pourra tenir longtemps sans syndicat, ou est l'ossature du mouvement, même si au début ça à l'air de se régler, c'est un handicap important pour la suite du mouvement.

C'est une tendance grave dans l'organisation. Les camarades ont peur d'avancer le syndicat, sous prétexte que le mouvement est large etc...) qu'ils veulent pas récupérer". C'est se foutre des résidents. Le meilleur cadeau à leur faire c'est de les syndiquer, de multiplier leur efficacité, sinon l'organisation va se fondre dans la nature, et les résidents seront isolés. Il faut être clair sur ce point. Il faut redresser la barre rapidement, proposer systématiquement l'adhésion et faire jouer la démocratie syndicale à plein, et être offensif là dessus.

Renforcer la F.R.U.F. doit être notre souci n° 1, c'est déjà donner aux luttes un caractère national, parce que partout où il se passe quelque chose, c'est la F.R.U.F. qui est à l'initiative et c'est à la F.R.U.F. qu'adhèrent les résidents en lutte. Ensuite parce que c'est le seul moyen d'avoir un rapport de force national permanent, enfin parce que c'est le meilleur gage de développement ultérieur des luttes. Ça ne veut pas dire, sectarisme ni "FRUF ou rien", ça veut dire que dans les luttes c'est le syndicat l'élément n° 1 et qui aujourd'hui plus que jamais, nous devons avoir toujours en vue son renforcement.

Enfin sur ce point, les élections des associations doivent aussi nous inciter à accélérer.

III) PERSPECTIVES :

Le problème qui se pose à vous aujourd'hui, est de donner aux luttes qui ont démarré un cadre national, de les faire déboucher nationalement, et en même temps de donner aux résidents déjà en lutte un soutien national.

Nous ne referons pas l'analyse du Ier collectif national, sur l'idée qu'il n'y aura pas de grand mouvement à l'université, si les luttes ne démarrent pas partout et rapidement. Il n'en reste pas moins que déjà on peut proposer sur des points qui touchent tous les résidents des luttes nationales.

La Ière initiative prise avec l'UNEF et l'UGE sur les restaurants universitaires, doit être l'affaire de toutes les associations.

Le mécontentement réel des étudiants sur ce problème doit nous inciter à être le plus offensif possible, aussi dès cette semaine, les contacts, avec les AGE, le personnel, doivent être pris et des décisions communes arrêtées quant aux formes locales de la semaine nationale d'action du 3 au 8 décembre.

Sur les loyers l'objectif doit être, là où la lutte à commencé, de la développer et surtout de la structurer et de l'organiser.

Dans les autres villes, nous devons réaliser pour le mois de décembre un rapport de force qui nous permette, d'une part d'obtenir au moins

tère les négociations sur la rallonge budgétaire, d'autre part d'arriver dans les C.A. des CROUS qui vont proposer des hausses, à les faire refuser ou reporter, et enfin d'obtenir une mobilisation à partir de laquelle nous pourrions démarrer rapidement en janvier.

Quant aux positions concrètes de formes d'action, elles doivent être au niveau de la combativité des résidents, avoir un caractère original, permettre d'élargir le mouvement et de le populariser dans la presse et l'opinion publique.

En liaison avec les élections des directions d'associations, des actions doivent permettre de renforcer considérablement le syndicat, de le structurer, de décentraliser, ceci encore une fois afin de mettre le maximum d'atouts du côté des résidents dans les luttes qu'ils auront à mener tout au long de l'année.

5

R A P P O R T D E L A C O M M I S S I O N
O R G A N I S A T I O N D U C O L L E C T I F N A T I O N A L
D E S I 7 e t I 8 N O V E M B R E A T O U L O U S E

4 points essentiels ont été abordés à cette commission qui sont concrétisés dans la motion votée en séance plénière.

1°) La syndicalisation, le rendez-vous central fait apparaître qu'à l'heure actuelle il y a 3500 cartes placées dont 2200 sont payées au Bureau National, l'objectif fixé lors de la réunion nationale d'Antony pour le 1er novembre (4500 cartes) n'est pas atteint et ce notamment à cause d'un certain nombre de lacunes importantes de la part de certaines associations, notamment l'A.E.R.U.A., les associations de Lille (sauf l'A.E.R.A. Camus), de Lyon qui sont en régression par rapport à l'an passé, néanmoins on peut noter un progrès important si on compare avec l'étude de la syndicalisation l'an dernier à la même époque. La syndicalisation n'est pas une fin en soi, mais elle est à insérer dans le contexte général des luttes entreprises à la fédération et toutes les associations ont noté la combativité accrue des résidents, qui clarifie le problème de l'organisation dans leur esprit, lorsque il y a des carences quant au travail dans ce domaine des militants, c'est du à l'incompréhension de la situation et au manque d'analyse dans les associations (Ex. Antony) ou à une attitude défensive de la part des camarades qui hésitent à proposer l'adhésion dans les luttes sous prétexte que l'association n'est pas seule dans les luttes comme à Tours, (900 loyers collectés, 40 cartes). A partir de ces constatations, la commission a donc redéfini les bases d'adhésion, plus particulièrement dans le cadre de la situation présente.

Proposer l'adhésion dans toutes les manifestations des associations et de leurs militants. Si nous répondons aux aspirations des résidents dans tous les domaines qui les préoccupent, si nous faisons appel à eux pour qu'ils répondent à ces aspirations au sein de la structure la plus efficace pour aboutir, les occasions ne manquent pas pour faire adhérer les résidents massivement, que cela soit lors d'une boum ou dans une manifestation contre "la vie chère".

Car l'idée qui ne doit pas nous quitter, c'est que le syndicat puissant et démocratique est la meilleure garantie pour la victoire des résidents sur leurs revendications, nous ne syndiquons pas pour le plaisir d'avoir un nombre important d'adhérents: mais parce que c'est un élément essentiel du rapport de force établi contre le pouvoir.

2°) Un autre aspect de ce problème se pose dans les conséquences du renforcement des associations, en effet que fait-on des syndiqués, dans notre conception, ce ne sont pas seulement des résidents étiquetés, fichés, mais des éléments actifs participant à la vie démocratique du syndicat à tous les niveaux. A ce propos nous ne pouvons aborder le problème de la démocratie syndicale sans aborder celui des structures d'association et donc des élections, nous ne pouvons pas continuer plus longtemps avec des structures amputées au p^o visoi^{re}s donc la commission fixe comme objectif réaliste la tenue des élections avant la fin du mois de décembre pour toutes les associations avec l'idée d'en faire une bataille pour donner dans un large débat une organisation capable de répondre aux préoccupations de tous les résidents; Puisque les objectifs de syndicalisation sont de 6000 fin novembre et 10000 fin décembre

3°) Lorsqu'on parle de renforcement de la Fédération il y a une autre dimension à ne pas oublier c'est que les associations adhérentes ne touchent dans le meilleur des cas que 60 000 résidents or il y en a 100 000 d'où la nécessité de se préoccuper de l'implantation de nouvelles associations à la FRUF; tâche qui n'est pas du seul ressort du B.N. mais en premier lieu des associations, d'où la nécessité de faire fonctionner les coordinations de ville de façon à obtenir l'objectif d'une nouvelle association adhérente à la F.R.U.F. pour le VII^e Congrès dans chaque ville universitaire. D'ores et déjà le Bureau National s'est préoccupé de cette tâche et un certain nombre d'associations sur la région parisienne, Toulouse, Grenoble, Lille vont prochainement adhérer.

4°) Le dernier point abordé a été celui des finances des associations et de la Fédération, car les luttes importantes que nous menons et que nous devons encore développer exigent des moyens financiers à la hauteur. Pour ce faire il faut des finances saines dans les associations et à la Fédération, les décisions prises lors du dernier collectif de l'an dernier et de la réunion nationale d'Antony en octobre doivent être appliquées sans tarder :

- popularisation massive de la pétition-souscription
- initiatives financières
- règlement des dettes à la Fédération dans les plus brefs délais

La commission insiste sur la nécessité d'une réflexion approfondie de toutes les associations sur ces différents points notamment sur la motion qui est présenté au collectif de façon à ce qu'elle ne reste pas lettre morte mais que toutes les décisions soient appliquées.

LE R O L E D E LA D I R E C T I O N N A T I O N A L E

Les problèmes posés au cours des derniers Collectifs Nationaux sur le rôle du B.N., le texte des associations de Nancy nécessitent de la part de notre organisation qu'une réflexion ait lieu sur le rôle des directions syndicales aussi bien dans les associations qu'au plan national.

I - Avant d'essayer de définir ce rôle de direction syndicale certaines remarques s'imposent :

1) poser comme le fait le texte de Nancy le problème du: du B.N., hors du contexte dans lequel le B.N. effectue son travail ne peut qu'amener à une vue tronquée des choses.

Les difficultés rencontrées au niveau des cadres par notre organisation sont de 2 ordres :

1) Les problèmes généraux posés aux étudiants aujourd'hui : conditions de vie difficiles conduisant 60 % d'entre eux au salariat.

Origine sociale défavorisée des résidents qui ne fait qu'accentuer cet état de fait.

Sélection accrue aux examens, contrôle continu, qui entraînent pour beaucoup une augmentation considérable du temps consacré aux études, et souvent un bachottage effreiné (médecine par exemple).

Une rotation de plus en plus rapide des résidents, résultant et du manque de place en cités, et de la tendance orchestrée par le pouvoir au raccourcissement des études (I.U.T.- T.S. - abandons etc).

Ces quelques données suffisent à expliquer les difficultés toujours plus marquée à dégager des cadres formés, stables pendant une période minimum, capables à leur tour de former de nouveaux cadres etc

2) Les problèmes particuliers à notre organisation, sa jeunesse, son implantation faible dans certaines villes universitaires, le peu de réflexion qu'elle a pu encore fournir sur la démocraties syndicale et

3) Enfin, l'accentuation des caractères néfastes de la part du pouvoir en direction des oeuvres, son caractère répressif plus marqué, les attaques tous azimuts, la remise en cause accélérée de nombreux acquis etc..... qui nécessitent une intervention beaucoup plus rapide et diversifiée, donc un nombre de militants accrus, mais aussi "usés" beaucoup plus vite, et la négligence du travail sur certains secteurs (culturel par ex : éducation).

Ses phénomènes sont faciles à constater à la Fédération, la plupart des associations renouvellent à 80 % leurs directions d'une année à l'autre.

11

Au niveau de la direction nationale les problèmes rencontrés dans les associations sont répercutés. Les membres du B.N. sont aussi des étudiants le salariat, les échecs ne les épargnent pas.

Sur 10 membres :

salariés à temps plein	à temps partiel	redoublent ou triplent	C.A.P.E.S.
3	5	8	4

Le travail du B.N., est et ne peut être que le reflet du travail des associations, toutes les remarques faites au B.N., ont s

Par ex: le B.N. n'informe pas sur la situation fédérale, encore faudrait-il souvent qu'il soit lui même informé.

Enfin avant d'aborder plus précisément le rôle d'une direction, il est à noter que ce débat même s'il est important ne doit pas masquer les véritables problèmes, il ne peut être résolu que par un développement de notre activité des tous les secteurs et notamment par une amélioration de la démocratie syndicale dans notre organisation .

De plus instaurer le débat de masse dans les associations sur ce problème serait grave si parallèlement et prioritairement ne s'instaurait le débat de masse nécessaire sur la PUP, les solutions, le rôle du syndicat, comment gagner etc

II SUR LE ROLE D'UNE DIRECTION :

Ici aussi certaines précisions s'imposent. Un bureau d'association comme le bureau national, ne sont que des exécutifs, mais il serait grave sur ce point de faire de la démocratie formelle, c'est à dire de ne voir ce rôle que réduit à sa plus simple expression c'est à dire l'exécution de tâches précises décidées par les C.A. (ou C.N. et les AG congrès)

Elu sur un programme, sur l'orientation une direction syndicale doit sans cesse avoir cette orientation comme référence, c'est dans ce cadre qu'elle est amenée à choisir les moyens les plus à même de faciliter l'application de ce programme, . Entre deux élections, entre deux congrès pour la fédération, existent des structures (C.A. ou C.N.) qui doivent au vu de l'activité écoulée faire un bilan et fixer pour la période suivante des objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir.

A chaque étape de notre activité les objectifs du programme doivent être réajustés pour permettre à la direction de jouer son rôle. Le rôle sera un travail collectif de la direction, travail de réflexion sur le bilan, les perspectives à l'étape présente et par la suite, travail d'organisation permettant l'application concrète des décisions, travail d'information sur la situation générale dans le pays et dans l'organisation etc :

Ce travail donne lieu à une répartition des tâches, à la création de postes, pour faciliter l'efficacité et la continuité, mais qui en aucun cas ne sont rigides. "Il n'y a pas de spécialistes dans une direction syndicale". Il y a un travail collectif au sein duquel certains camarades sont chargés d'un secteur particulier. L'ensemble des secteurs restent une préoccupation collective, chacun étant chargé d'impulser l'activité dans l'un ou l'autre de ces derniers.

Ce rôle de direction n'est pas un rôle passif qui consisterait à donner au C.A. ou au C.N. un ensemble d'éléments, à charge pour lui de faire le tri et de prendre des décisions.

La direction a un rôle actif, directif à jouer dans les débats, parce qu'elle possède le maximum d'éléments d'analyse, parce qu'elle a déjà eu une réflexion sur la question traitée et qu'elle doit en faire profiter le C.A. ou le C.N. parce qu'elle a eu aussi bien les objectifs fondamentaux du syndicat que son expérience passée. C'est à dire qu'elle doit être capable en fonction de ces éléments d'élaborer des propositions permettant à la discussion de s'établir sur des bases réalistes et déjà réfléchies.

Aussi dans les débats les prises de décisions elle a toujours son rôle de direction à jouer afin que rien ne se fasse à sens unique mais que toujours existe un échange permanent, un "aller retour" entre les syndiqués et leur direction.

Suivant la maturité de l'organisation, l'état de la réflexion, le fonctionnement des structures, la préparation des réunions, ce rôle de la direction sera plus ou moins directif, il est clair qu'une réunion de C.A. préparée dans tous les bâtiments aura un contenu beaucoup plus riche et que le rôle du bureau sera alors beaucoup plus un rôle de synthèse. Il en est de même au plan national ;

Le Bureau national est souvent obligé dans les collectifs nationaux de "tirer" les débats de les porter "à bout de bras" ceci faute d'une préparation suffisante des associations qui fait que les villes s'expriment peu ou pas et le plus souvent se contentent d'un compte rendu événementiel, et ne peuvent pas faire profiter le collectif national d'une réflexion qui n'a pas eu lieu.

Il s'agit donc de voir la aussi que même si certaines améliorations techniques doivent être apportées, il n'en reste pas moins que les problèmes posés s'expliquent par le développement "historique" de la fédération. Vouloir les régler d'une façon statique serait une erreur, vouloir être en avance sur les possibilités de la fédération en serait une autre.

Autant les solutions de ces problèmes sont nécessaires au développement de la fédération, autant seul un développement de la fédération peut permettre de résoudre réellement ces derniers.

Il existe à l'évidence un lien dialectique entre l'ensemble des problèmes posés par la vie de la fédération. Isoler les problèmes, de structures, de fonctionnement, de direction, les traiter seulement en tant que tels serait à la fois faux et impossible.

Pour ce qui est de l'élection au B.N. : Il apparaît la aussi qu'il serait dangereux que s'instaure à la fédération un débat passionnel. Il s'agit ici aussi des moyens militants que le B.N. doit se donner pour accomplir son mandat. Il est semble t-il le plus à même de choisir en fonction de ces besoins les camarades les plus aptes à devenir membre du bureau national. De nombreux éléments entrent en ligne de compte qui ne peuvent en aucun cas être décidés une fois pour toute ; l'élément déterminant nous semble outre l'activité du camarade de sa ville, son expérience, ses possibilités (études-salariat) l'apport que ce camarade pourra fournir au travail collectif du B.N. dans l'ensemble de ses tâches, Il ne nous semblerait pas juste de concevoir la montée d'un camarade au B.N. comme la représentation d'une ville, d'une association ou autre. Il s'agit d'un militant dégagé de ses tâches locales pour être membre à part entière d'une direction nationale et contribuer selon ses possibilités au travail collectif du B.N.

C O M M U N I Q U E

La FEN - CGT, la FRUF, l'UNEF et l'UGE se sont rencontrées au sujet des graves difficultés faites en cette rentrée aux Oeuvres Universitaires.

Les étudiants subissent les hausses de tous les services rendus (tickets de restaurants, loyers en cité, etc) alors que parallèlement la qualité et la quantité de ces services diminuent.

Le personnel ouvrier des CROUS, lui connaît une dégradation continuelle de son pouvoir d'achat.

Les organisations soussignées constatent qu'en même temps ces travailleurs et les étudiants sont victimes, comme l'ensemble de la population laborieuse de l'augmentation générale et accélérée du coût de la vie, découlant de la politique inflationniste du pouvoir et du patronat.

La FRUF, l'UNEF et l'UGE ont informé de leur décision d'organiser du 3 au 8 décembre 1973 une semaine d'action :

- pour l'arrêt des hausses des tickets et le déblocage immédiat d'une subvention exceptionnelle permettant de combler les déficits des restaurants universitaires.
- pour la prise en charge par l'Etat des salaires du personnel ouvrier, le remboursement de la TVA sur les achats des Oeuvres Universitaires et l'instauration d'une allocation d'études sur critères sociaux et universitaires.

La FEN - CGT exprime son accord à ces revendications dont certaines sont d'ailleurs identiques à celles de l'Union des Syndicats CGT des personnels ouvriers des CROUS. Elle invite ses organisations et leurs adhérents à soutenir, notamment dans les établissements d'Enseignement supérieur, l'action des étudiants durant la semaine du 3 au 8.

La FRUF, l'UNEF, l'UGE assurent de leur solidarité le personnel ouvrier des CROUS engagé dans l'action, à l'initiative des syndicats CGT, pour obtenir la satisfaction de leurs revendications et s'opposer à toute mesure de privatisation des oeuvres universitaires.

La FRUF, l'UNEF, l'UGE et la FEN - CGT, parties prenantes de la grande campagne contre la vie chère, invitent leurs organisations et leurs militants à se rencontrer pour préparer en commun et contribuer au succès de la grève générale du 6 décembre 1973, à laquelle les appellent les étudiants et les travailleurs de l'Education nationale, de la Recherche scientifique, des Affaires culturelles et des CROUS.

REFLEXIONS ET PROPOSITIONS
SUR LES PROBLEMES D'ORGANI-
-SATION NATIONALE .

- Présentation du texte : son origine
- Introduction : la vie démocratique nécessite que, dans les C.N., les Associations ... :
- I) ... se sentent à l'aise :
 - A - Accueil
 - B - Relations avec le B.N.
 - C - Détermination du lieu et de la date du C.N.
- II) ... s'expriment :
 - A - Les Associations qui ne s'expriment pas
 - 1) les absents
(1.a ; 1.b ; A1.c ; A1.d
N.B.)
 - 2) Les présents
 - a) ce qui se passe (*a.1 ; *a.2 ; *a.3 ; *a.4)
 - b) les solutions (*b.1 ; *b.2 ; *b.3 ; *b.4))
 - N.B. 1°)
2°)
 - P.S.
 - B - A quoi servent les interventions ? Insuffisance de bilan
 - 1) Bilan de situation (1.a ; 1.b ; 1.c ; 1.d)
conclusion : deux questions
 - 2) Progression et déroulement des débats
- III) Participation des Associations aux décisions nationales
 - A - Le B.N. ne rend pas compte de son activité
Exemples
conclusion : deux problèmes .
 - B - La position du B.N. dans le C.N.
 - C - Modalités d'élection du B.N.
- Conclusion générale .

- Présentation -

Au cours du dernier Collectif, plusieurs Associations sont intervenues incidemment sur les problèmes d'organisation fédérale . Ce n'est pas la première fois que ces questions sont évoquées, officiellement ou "dans les couloirs" ; en particulier, les réflexions des Associations de Nancy avaient fait l'objet de textes parus au B.I. n^{os} 26 & 27, et portant sur les fédérations de ville et le fonctionnement du Collectif National . Quelques unes des propositions faites alors sont, depuis, passées dans les faits ; d'autres n'ont pas eu de suite .

Comme il l'avait fait après le Congrès d'Orsay, le Bureau de la F.A.R.N. s'est réuni le 9 avril pour tirer le bilan du Collectif d'Antony (17 - 18 mars) . A partir de là, la réflexion s'est étendue au divers aspects de la vie fédérale nationale, de façon à cerner les problèmes qui nous paraissent posés et à formuler des propositions . Le texte qui suit est le fruit de cette réflexion .

-) - (-) - (-) +) -

C'est dans les Collectifs Nationaux que nous semblent se poser principalement les problèmes, tant au niveau conditions que méthodes de travail et de fonctionnement . Des méthodes de travail appropriées, qui rejouissent d'ailleurs en dehors du Collectif, sont un des facteurs de la vie démocratique nationale . On se souvient que les problèmes de vie démocratique ont été l'un des thèmes abordés au Congrès . La vie démocratique est à son tour un gage d'efficacité du syndicat . Elle implique que les Associations se sentent à l'aise au sein de la Fédération, s'y expriment librement et efficacement, et aient les moyens d'une participation effective aux décisions nationale .

I) ... S ' Y SENTENT A L ' AISE

A - Le bon fonctionnement d'un collectif nous paraît avoir pour condition première un bon déroulement matériel .

Les Collectifs ont de plus en plus tendance à pêcher par absence d'accueil : les délégués se débrouillent comme ils peuvent pour arriver sur les lieux, trouver tickets de R.U., cafétaria, dortoirs, salles à réunions ... sans parler de la boussole nécessaire au novice pour se sortir des labyrinthes antoniensques . Il en résulte une ambiance par trop impersonnelle qui ne donne pas aux nouveaux l'envie de revenir .

Les conditions suivantes nous paraissent devoir être respectées :

1 - Envoi de plans précis et détaillés, des horaires, des détails relatifs aux salles de réunion, aux déplacements, à l'hébergement, au R.U. (vente de tickets...) .

2 - Il nous paraît nuisible au fonctionnement du Collectif de devoir improviser une séance dans une porcherie désaffectée .

3 - Un accueil personnalisé nous paraît souhaitable entre Associations et même avec le B.N.

4 - Présence permanente de(s) Association(s) organisatrice(s) pour tout problème d'organisation pratique du C.N. et de fonctionnement matériel .

5 - Pour la même raison il serait utile d'inscrire sur des petits cartons placés devant elles le nom des Associations .

B - L'aspect impersonnel du Collectif est d'ailleurs renforcé par l'attitude du B.N. qui apparaît trop souvent comme un cercle fermé, replié sur lui-même . Ainsi, loin de privilégier les contacts humains et l'échange d'informations avec les ~~les~~ délégués, le B.N. a tendance à constituer un bloc monolithique face aux Associations ; l'illustration en a été la disposition de la réunion en hémicycle : associations en demi-cercle face au B.N. .

UN moyen pour que les Associations prennent une part entière au déroulement du collectif, et parlent s'y sentent à leur aise , serait l'élection d'un président de séance, qui puisse être choisi hors du B.N., dans une délégation d'Association .

C - Un point que nous abordons ici, mais qui a une portée plus générale quant à la prise de responsabilité nationale par les Associations (problème que nous étudierons par la suite) serait la décision par elles de la date et du lieu du prochain C.N. .

- - - - -

II) ... S ' EXPRI'ENT

L'expression des Associations au niveau des Collectifs connaît deux limites que nous étudierons successivement : tout d'abord le fait que les Associations présentes ou absentes ne s'expriment pas ; une seconde limite tient ensuite à l'utilisation de cette expression .

A - LES ASSOCIATIONS QUI NE S'EXPRI'ENT PAS .

1) Les absents

On touche là le problème du quorum du Collectif . S'il est nécessaire que les C.N. aient le quorum, certaines associations ont exprimé l'avis que ce n'était pas suffisant . C'est là un fait nouveau dans la fédération, qui correspond d'ailleurs aux exigences nouvelles dues au développement des luttes . La résolution de ce problème recouvre 4 nécessités :

- a) que les Associations se sentent à leur aise dans les Collectifs, c'est ce qui a été étudié dans la première partie .
- b) qu'elles puissent s'exprimer efficacement, c'est de que nous verrons par la suite .

- c) que soient résolus les problèmes internes des Associations : par exemple, certaines ne viennent pas pour des raisons financières ; cependant, la multiplication des commissions exige une présence théorique de 2, 3, parfois 4 délégués par Association !
- d) de se mettre à la portée des Associations : c'est la nécessité d'informer, de mettre à la disposition, même des absents, tous les éléments nécessaires, notamment par :
 - des circulaires d'information, détaillées, alors que les dernières manquent d'éléments suffisamment précis ;
 - des dossiers ou documents de travail et de réflexion : B.I. spéciaux, plaquettes éducatives, cahiers techniques (par exemple : finances d'une Association, statuts, etc...)

N.B. : Les fédérations de ville ont leur intérêt spécifique au niveau local ou régional, ainsi que nous en avons rendu compte dans le B.I. n° 26 (janvier 72) . Par rapport à la Fédération nationale, et vues sous cet angle, leur intérêt est triple :

- * aide mutuelle à la base entre Associations, par exemple par échange d'information et de réflexion .
- * les Associations présentes au Collectif sont ainsi informées de l'ensemble de la situation de leur ville .
- * les fédérations de ville permettent une meilleure information et répercussion des décisions nationales .

2) Les Associations qui ne s'expriment pas ou insuffisamment au sein du C.N.

Il s'agit essentiellement d'un problème de méthode de travail .

a) Ce qui se passe actuellement : inconvénients .

- * a.1) Le système des Commissions a pour conséquences une répétition de débats au sein du même collectif, génératrice de pertes de temps . Leur rôle est mal défini et elles deviennent la panacée universelle .
- * a.2) La connaissance par le B.N. de la situation des Associations intervient trop tard (essentiellement lors des entrevues particulières du samedi soir) .
- * a.3) Il n'y a pas possibilité pour les Associations de réfléchir au rapport général .
- * a.4) Les Associations ne sont pas consultées sur les sujets abordés dans l'ordre du jour ni sur la façon de les aborder .

b) Les solutions pourraient être :

- * b.1) que le résultat des Commissions (tenues le dimanche) ait pour destination :
 - une simple étude destinée à alimenter la réflexion de l'ensemble des Associations .
 - ou bien une discussion au sein du Collectif, en séance plénière, comme actuellement .
 - ou bien un renvoi à la base pour une discussion mandatée au C.N. suivant, le choix entre ces trois modalités étant laissé aux Associations .

- * b.2) un tour de table effectué le samedi après-midi, avec présence obligatoire de chacune des Associations, leur permettant de s'exprimer très librement, sans sujet imposé, dans un esprit de bilan . Cela permettrait la préparation du rapport général, parallèlement par le B.N. et par les Associations le samedi soir (et pas à des heures indus comme celà se passe actuellement).
- * b.3) que la séance plénière du dimanche soit consacrée au rapport du B.N., discuté par les Associations, portant uniquement sur la situation générale (et non du détail de chaque ville), et d' où émergerait la discussion des perspectives .
- * b.4) le tour de table du samedi après-midi permettrait aux Associations de proposer des sujets qu'il leur semblerait bon d'aborder . Ainsi par exemple, une commission pour le dimanche matin ou le samedi soir pourrait être le samedi après-midi ^{décidée} .

Donc l'ordre du jour d'un Collectif comporterait une partie libre laissée à la discrétion des Associations le samedi après-midi (par exemple, mais pas forcément seulement, certaines commissions) et une partie fixe décidée par le précédent C.N.

N.B. P) Cette étude des méthodes de travail n'est pas exhaustive : par exemple, le recours à un tour de table, utilisé classiquement dans les Collectifs, oblige chacun à s'exprimer . Un autre exemple serait une discussion par petits groupes, permettant un échange plus riche et plus libre ; peu pratique à priori dans les C.N. faute de temps, l'utilisation éventuelle de cette méthode sous forme de structure régionale nous paraîtrait prématurée .

2°) Au sein du Collectif les Fédérations de ville ont une existence latente, même si elle est informelle (telle ville est en grève..., telle autre "passe devant le B.N.!..") . Elles sont un moyen possible pour coordonner la réflexion et faciliter la synthèse, que ce soit au cours des débats, ou dans les rencontres avec le B.N. qui auraient lieu le dimanche ou en inter-séances .

P.S. : L'amélioration des méthodes de travail permettrait de mieux adapter les sujets abordés et la manière de les aborder, ce qui est un problème en soi que nous ne traitons pas ici .

- -

Une intervention est en général utile en soi ; elle l'est d'autant plus qu'elle ne reste pas parole en l'air . De plus, il y a débat, si et seulement si, les diverses interventions se complètent (ou s'opposent) et s'articulent), si l'on peut dégager progressivement des conclusions . Il y a donc deux étapes : mettre en mémoire les interventions conditionne la possibilité de faire un bilan de situation, et dans un deuxième temps la possibilité de dégager le fil du débat, c'est à dire de faire la somme des interventions .

Par rapport à cela, le dénominateur commun de la situation actuelle est qu'il n'y a pas de bilan .

1) Bilan de situation .

Nous prendrons divers exemples illustrant les carences à ce niveau :

- a) le concept "luttons locales" tend à devenir un fourre-tout ; à la limite on y englobe tout ce qui n'est pas loyers . Cela signifie en fait qu'il n'y a pas de secrétariat adopté, capable de dégager par ~~un~~ une méthode analytique les composantes communes des situations particulières . D'où l'appauvrissement relatif d'année en année de la plate-forme revendicative au niveau du Congrès, qui illustre l'incapacité de dominer la situation, de quantifier les besoins .
Or la diversification des attaques du gouvernement, (notée en début d'année (rencontre nationale d'Antony), devrait nous conduire à adapter les méthodes de travail .
- b) les problèmes culturels "suivent" continuellement dans les interventions des Associations ... mais sont toujours sacrifiés dans l'ordre du jour !
- c) les circulaires sont pauvres en informations précises, reprennent le rapport introductif général sans prendre en compte les interventions .
- d) au cours du C.N., ou d'un C.N. au suivant, les interventions, ou pire des propositions sont "oubliées" . Quant le B.N. répond à une Association (fait dont nous étudierons plus loin la signification) cela porte sur un point partiel de l'intervention, en fait souvent à côté de l'essentiel ou du fond de celle ci .

Pour résumer par une formule lapidaire : on ne "collecte" pas dans un Collectif national .

Il s'agit là d'un double problème :

- * problème de secrétariat, de prise de notes, de la façon de les prendre, donc de méthodes de travail : a-t-on les moyens de tenir compte des interventions ?
- * problème de prendre au sérieux les interventions et d'en tenir compte : écoute-t-on les associations? Il est par exemple arrivé qu certaines "conclusions" de débats reprennent in extenso le rapport introductif . Ace stade, on tuche le problème des débats eux-mêmes et de leur déroulement .

2) Progression et déroulement des débats .

Nous venons de voir que l'absence de méthodes appropriées contribue à un laisser aller dans l'écoute des Associations .

Le débat lui-même n'est pas articulé (ou mal) . En fait, le débat n'est pas animé ; il n'y a pas véritablement débat entre associations . On voit se multiplier des séances pléthoriques, durant jusqu'à 6 heures, et sans structuration réfléchie, et dans les quelles la progression n'apparaît pas .

D'où une première proposition : . . . respecter un temps de réflexion (10 minutes par exemple) après le rapport du B.N., et dans les tournants importants du débat (temps évidemment distinct des poses café nécessaires elles aussi pour la détente) .

Par ailleurs, les propositions n'apparaissent pas comme ressortant du débat, mais comme un *deu rex machina* . Elles viennent trop tard, elles ne sont pas suffisamment ni sérieusement discutées, comme les résultats l'illustrent cruellement .

La méthode que nous avons proposée plus haut pour le déroulement général du C.N. permettrait que chacun ait connaissance de la situation d'ensemble dès le samedi soir, et que les propositions soient faites dès le dimanche matin, de façon à permettre une réflexion individuelle approfondie pouvant enrichir le débat collectif .

Ces problèmes apparemment techniques sont l'expression de problèmes plus profonds . Au niveau des débats, le fait fondamental est que le dialogue n'a pas lieu entre associations (si ce n'est presque par hasard), mais entre associations et B.N. . Et nous retrouvons là l'exemple des réponses du B.N. qui se doit obligé de reprendre les interventions les plus marquantes . (Par exemple la FARN s'est ainsi vue gratifiée de réponses du B.N. en séance durant 12, une fois même 25 minutes !!) . Mais ces réponses du B.N., qui, comme nous l'avons noté ne portent le plus souvent que sur des points partiels de l'intervention, se veulent situer les "éléments positifs" et les "éléments négatifs", c'est à dire par rapport à l'orientation générale, les habitudes en cours, etc, mais sans dégager les liens entre les diverses interventions (ou leur opposition) .

Nous noterons donc en conclusion de ce paragraphe que la présidence de séance, le secrétariat de séance (sans parler des secrétariats spécifiques des différents postes du B.N.), et en général l'animation des débats est un problème important, en soi distinct de celui du rôle spécifique du B.N. , que nous étudierons par la suite . Les membres du B.N. peuvent éventuellement être particulièrement (mais pas exclusivement) compétents pour l'animation du débat . En fait, pour l'instant, le débat n'est pas animé mais dirigé ; trop dirigé, mal dirigé .

Animer un débat, ce n'est pas le ramener de façon forcée à l'ordre du jour, ce n'est pas dégager telle conclusion, c'est faire la synthèse des interventions, en dégageant le vécu du groupe .

- - - - -

Les limites que connaît l'expression des associations d'une part, les insuffisances ou carence en matière de bilan à tous les niveaux d'autre part, hypothèquent d'autant la portée et à la limite le sens même du Collectif . Par là même, ce qui est en cause, c'est la participation de chacune des associations aux décisions nationales . Globalement, cela porte atteinte au rôle du C.N. dans la vie fédérale, notamment par rapport au B.N. .

III) PARTICIPATION DES ASSOCIATIONS AUX DECISIONS NATIONALES

Ou : le rôle délibératif du Collectif et ses conditions .

Les décisions nationales sont prises au Collectif dans l'orientation définie au Congrès . Le B.N. est chargé d'exécuter ces décisions . C'est dire que le C.N. est une instance délibérative (art. 24 des statuts), de même que le rôle exécutif du B.N. est défini à l'art. 32 .

Mais précisément, aucun de ces deux articles ne définit clairement le rôle de direction syndicale en soi : apport de tous les éléments d'information, rôle de réflexion, élaboration de propositions . Le B.N. à l'égard du C.N., le C.N. à l'égard de l'ensemble des associations et des résidents, ont à jouer un rôle de direction syndicale .

Or que se passe-t-il ?

A - Le B.N. ne rend pas compte de son activité devant le C.N.

Par exemple :

- * la répartition des postes au sein du B.N., non seulement n'a pas été discutée par les associations, mais celles-ci n'en ont même pas été informées .
- * les éléments sur la situation fédérale ne sont pas donnés par le B.N. (en particulier la situation dans les villes absentes) ; n'est pas discutée non plus la suivie des villes, sa conception, les difficultés, les résultats et les priorités . De la même façon au dernier C.N. d'Antony (17- 18 mars), il a fallu attendre dimanche 16 h pour avoir, sur l'insistance de la F.A.M., un bilan détaillé de la situation fédérale (nombre de cartes, implémentation ...) .
- * peu d'informations sur l'activité propre du B.N. (contacts intersyndicaux et extérieurs ...) .
- * listes présentées au C.N.O. non discutées .
- * l'évolution en cours de la conception des circulaires et du B.I. (dossiers spéciaux) non soumise à la discussion des associations .

Que le Bureau National ne rende pas compte de son activité devant le Collectif National soulève deux problèmes de fond :

1 - celui de sa responsabilité devant le collectif . En fait l'article 24 des statuts n'apporte aucune précision à ce sujet et parle très vaguement de "contrôle" sans en définir les modalités . Cette imprécision du texte et l'état de fait que les exemples précédents ont illustré, restreignent d'autant la souveraineté du Collectif .

2 - Celui de l'apport de tous les éléments d'information, faute de quoi un rôle essentiel de la direction syndicale n'est pas rempli, au niveau du B.N., et au-delà, au niveau du C.N. .

B - La position du B.N. dans le C.N. (étudiée dans la deuxième partie) met le B.N. en porte à faux . Il est nécessaire d'animer les débats, et ceci peut être fait indépendamment du B.N. . En outre, le B.N. n'anime pas, mais dirige, ce qui outre-passe son rôle exécutif, et empiète d'autant sur la responsabilité du C.N. .

Il est en particulier curieux que le B.N. exécute les décisions d'un Collectif dont, dans les faits, il a fixé l'ordre du jour .

La seconde partie a illustré les multiples inconvénients aux quels cela donne lieu au niveau des méthodes de travail .

C - Modalités d'élection du B.N. .

Il y a au niveau des statuts, imprécision sur ce sujet : suivant l'article 8 ou 29, c'est une association qui présente un candidat, ou celui-ci qui se présente .

Dans les faits, le problème des cadres au niveau national n'est pas l'objet d'une discussion de masse dans la fédération, et c'est en fait le B.N. sortant qui présente les candidats (cf. analyse du Congrès faite par la FARN, in B.I. n° 35 p. 70) .

o
- o - * - o - * - o - * - o - * - o -
o o o
o

CONCLUSION GENERALE

Nous avons étudié successivement, à partir d'une réflexion sur le Collectif National :

- les difficultés d'ambiance,
- l'inadaptation des méthodes de travail, génératrice de difficultés d'expression des associations et de carences dans les bilans .

Nous avons vu, au long des premières et deuxième parties, que le rôle du B.N. était déjà en cause dans certains aspects de ces problèmes ; il pourrait ne s'agir là également que de techniques e travail .

Mais, dans la troisième partie, cerner les conditions de prises de décision nationale nous a amenés à mettre en évidence les limites de la responsabilités du Collectif, liées à un rôle faussé du B.N. .

Les habitudes instaurées sont certes statutaires , par suite de certaines imprécisions des statuts .

De ce fait, tout aussi statutaires seraient les propositions que nous formulans . Nous souhaitons qu'elles fassent l'objet d'un examen attentif, et nous nous emploierons à ce qu'elles soient discutées .

Mais nous ne perdons pas de vue q 'il y a des problèmes de fond sous-jacents (cf. 3è partie), qui rejaillissent sur l'ensemble des points abordés, à savoir la compréhension du rôle de direction syndicale . Il y a nécessité absolue que s'instaure un débat de masse sur cette question, faute de quoi, les améliorations apportées aux méthodes de travail ne seraient que des "astuces techniques", qui ne changeraient pas profondément les résultats .

o o o o o
- - - - -
- - - - -